



Dans un point de presse donné hier dans ses services, le ministre de la communication porte parole du Gouvernement Issa Tchiroma Bakary a dénoncé le rapport produit par l'Ong Amnesty internationale au sujet de la situation qui prévaut dans la régions anglophones du Cameroun.

237actu.com vous propose ci dessous en intégralité les propos du ministre au cours de ce point de presse

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

En avance de 24 heures sur la date initialement annoncée, l'ONG AmnestyInternational vient une fois de plus de publier un rapport à charge contre le Cameroun et son Armée, dans le cadre de la situation sécuritaire qui prévaut dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Commedans le précédent rapport 2016-2017, l'édition 2017-2018 du rapportd'Amnesty International est entachée de grossiers mensonges, de déductions hâtives, de manœuvres diffamatoires inadmissibles, qui s'inscrivent dans une stratégie de harcèlement et de déstabilisation de notre pays dans la lutte qu'il mène contre le péril terroriste.

Le Gouvernement de la République rejette avec la plus grande fermeté ce prétendu rapport qui, sous le prétexte de la protection des droits humains, ne constitue qu'un tissu d'approximations

et d'allégations mensongères. La raison en est que la situation sur le terrain est aux antipodes de ce que décrit Amnesty International. De fait, dans ces deux régions de notre pays, des bandes terroristes se réclamant des mouvements sécessionnistes et bénéficiant d'importants soutiens à l'étranger, ont décidé de répondre à l'offre de dialogue faite par le Chef de l'État par la violence, le crime, la destruction de biens et d'édifices publics, les enlèvements suivis d'assassinats et de demandes de rançons, et par toutes autres formes d'actes barbares préjudiciables à la paix et la sécurité des populations.

Face à cette situation, l'État n'avait plus pour seul recours qu'une réaction appropriée, en vertu de ses devoirs régaliens de préservation de l'intégrité territoriale de la nation, de préservation de la paix civile et de protection des populations et de leurs biens. S'agissant du contenu de ce prétendu rapport, je voudrais m'appesantir à titre d'illustration, sur un cas qui étale au grand jour la mauvaise foi manifeste de nos procureurs de circonstance. Selon Amnesty International en effet, les Forces de Défense et de Sécurité du Cameroun sont rendues coupables de graves exactions dont les unes, pour ne prendre que celles-là, ont visé les populations civiles de la localité de DADI dans la région du Sud-ouest. Or, ce qui s'est réellement déroulé dans cette localité et qui ne pouvait échapper à aucun observateur, c'est que les populations de DADI avaient été prises en otage par des bandes de terroristes qui les avaient réduits à l'esclavage pendant plusieurs jours et installé leur base sur ces lieux.

Les Forces de Défense et de Sécurité, informées de la situation, sont intervenues pour libérer ces populations et les rétablir dans leurs droits légitimes à vivre en paix et à vaquer à leurs occupations. Au lieu d'en rendre compte de la sorte, Amnesty International a préféré endosser avec une consternante légèreté, des accusations dénuées de tout fondement, en cautionnant des actes criminels auxquels les auteurs de son rapport 2017-2018 tentent paradoxalement de conférer crédit et légitimité. En agissant ainsi, Amnesty International a pris la responsabilité de compromettre par elle-même tout le crédit dont elle aurait pu jouir en tant qu'une organisation mondialement connue. La caricature plusieurs fois mentionnée de dangereux criminels présentés comme de manifestants pacifiques faisant face à mains nus à la répression des Forces Armées, est tout simplement déconcertante lorsque l'on sait, ne serait-ce qu'à travers les images diffusées par les terroristes eux-mêmes, qu'il s'agit de bandes armées pourvues d'engins de guerre, y compris de lance-roquettes.

De la même façon, comment comprendre que la mise à sac d'établissements scolaires, les incendies de dortoirs hébergeant de jeunes enfants sans défense ou encore les prises à partie et les voies de faits physiques exercés sur des écoliers, soient considérées comme de simples actes et tactiques de désobéissance civile. On peut aussi s'interroger sur la méthodologie utilisée par les auteurs de ce pseudo rapport, pour aboutir à des conclusions aussi aberrantes que celles qui nous sont livrées ici, quand on sait que de son propre aveu, Amnesty international aurait interviewé une centaine de d'individus dont-on ignore totalement l'identité ainsi que le niveau de représentativité sur le terrain. Il y a donc fort à penser qu'il ne s'agit là que de recoupements sans doute créés de toute pièce, en s'alliant des collaborations douteuses en vue de réaliser des collectes de données orientées, alors qu'en matière d'enquête scientifique crédible pour le cas d'espèce, ce sont les éléments factuels qui crédibilisent un résultat et non l'inverse. Amnesty International évoque aussi des prises de vue satellitaires qui montrent des villages brûlés et saccagés. Mais encore faudrait-il démontrer par qui ces violences ont été perpétrées.

Les Forces de Défense disposent quant à elles de preuves irréfutables montrant que des forfaits commis par les terroristes sont ensuite instrumentalisées pour faire croire le contraire, tentant ainsi de transformer les bourreaux en victimes. Ce n'est pas la première fois que Amnesty International se fourvoie de la sorte dans sa méthodologie et l'interprétation de différents constats qu'elle est amenée à faire concernant ses enquêtes sur le Cameroun. Ce dont il est sûr, c'est que de telles distorsions méthodologiques et des déductions approximatives de ce genre amènent à n'accorder aucun crédit aux conclusions d'un tel ce pseudo-rapport.

Le Cameroun prend à témoin l'opinion nationale et internationale de ces manœuvres de désinformation sans doute opérées dans un but de déstabilisation, mais qui ne sauraient prospérer face à un peuple uni et soudé autour de Son Chef, le Président de la République Son Excellence Paul BIYA. Par ailleurs, et qu'on le comprenne bien, le Cameroun n'attend pas d'être instruit par qui que ce soit de l'extérieur pour prendre ses responsabilités lorsque des faits d'exactions sont avérés, et dont des membres des Forces de Défense et de Sécurité seraient les auteurs, pour sanctionner sévèrement de tels écarts de comportement. Il s'agit donc de bien comprendre que les exactions ne sont pas la norme de nos Forces de Défense ou leur marque déposée. Cela dit, peut-on admettre qu'une armée régulière soit de cette façon, mise sur le même pied d'égalité que des bandes criminelles et terroristes ? Une armée régulière, se trouvant dans une situation de droit et de devoir de défense de l'intégrité territoriale et de protection des populations et de leurs biens, peut-elle être mise en balance avec une horde de terroristes sanguinaires qui violent, brûlent, arnaquent, et font passer leurs forfaits au compte de prétendues exactions commises par l'armée ? Une telle attitude ne renseignerait-elle pas sur le fait que nous sommes bel et bien en présence d'un non-sens flagrant et d'une véritable conspiration ? Cela suffira en tout cas à éclairer tout observateur sur le projet de stigmatisation et de diabolisation de nos Forces de Défense et de Sécurité par nos pourfendeurs.

Nulle part au monde en effet, il n'est admissible de laisser prospérer, sous l'œil des autorités légitimes, des enlèvements avec demande de rançon, des rackets et des viols, des pillages et des assassinats, des blasphèmes de symboles et d'emblèmes de la République, en un mot, de laisser triompher toute cette funeste panoplie digne d'un syndicat du crime et d'une hostilité ostensiblement dirigée contre une patrie. Et comme panacée à de tels travers dans lesquels ne saurait se complaire aucune société civilisée, Amnesty International propose la rengaine du dialogue, comme si nous en ignorions l'intérêt ou les vertus. Le dialogue, soit... Mais alors, de quoi pourrions-nous dialoguer ? De la partition d'un territoire dont l'unité a été durement conquise à travers de longues luttes et d'âpres conciliations depuis plus d'un siècle, et que nous ont léguée les pères fondateurs de la nation ? Le dialogue, soit... Mais alors, avec qui faudrait-il dialoguer ? Avec des bandes de terroristes dont le seul dessein est de faire sécession, de désintégrer la nation et de surcroît, en semant la mort et la désolation au mépris de toutes les valeurs fondamentales de la République et au détriment d'innocentes populations civiles ? Nulle part au monde, cela n'est envisageable.

En tout état de cause, le Chef de l'État, Chef des Armées et derrière lui, la nation tout entière, réitèrent leur soutien et renouvellent leurs félicitations à nos Forces de Défense et de Sécurité pour leur sens de l'honneur, leur courage, leur patriotisme, leur abnégation, et leur professionnalisme dans l'exécution des missions qui leur sont confiées. Au nom du

Gouvernement, je voudrais rassurer l'ensemble de nos populations que la situation dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest reste suivie pour un retour rapide à la normale. Au demeurant, je saisis la présente occasion pour informer l'opinion publique nationale et internationale que le Président de la République, Son Excellence Paul Biya, vient d'instruire la mise en œuvre d'un plan national de solidarité à l'endroit de nos compatriotes des régions concernées. À cet effet, dans les tout prochains jours, une mission gouvernementale ira à la rencontre de nos compatriotes réfugiés au Nigeria afin de créer des conditions de leur retour dans leurs localités respectives.

Je vous remercie de votre aimable attention.
